

REVUE

Ne touchez pas au grisbi sans y réfléchir à deux fois...

«Les gouvernements et les banques centrales doivent-ils s'engager activement sur la voie de la suppression de l'argent liquide? Des arguments favorables (lutte contre la criminalité, efficacité...) et défavorables (préservation de liberté individuelle, instrument précieux en situations extrêmes) montrent que la question est beaucoup plus complexe que le suggèrent certains. De nombreuses externalités, conséquences redistributives, enjeux de stabilité, ainsi que d'autres considérations qui s'étendent au-delà du champ de l'économie, invitent à la prudence. Evoquer une éventuelle fin du cash permet de prendre conscience des multiples rôles que joue cette institution dans l'économie, et plus largement dans la vie de nos sociétés.»

Christian Beer, Urs Birchler et Ernest Gnan, dans *L'Economie politique*, numéro 75, septembre.

BLOG

Le Japon et la guerre de la nouille

«Un feuilleton en trois épisodes s'impose pour comprendre les mécanismes de résistance et les guerres intestines auxquels se sont livrées les pâtes nippones durant les cent dernières années. En venant ici dans le Kanto, sur l'île de Honshū, on comprend bien comment les cultures s'empilent les unes sur les autres et disparaissent sous les oripeaux de la globalité. Les cendres alors, comme à Pompéi, saupoudrent le pays, la ville mouche son effervescence et couvre le rougeoiement ténu de ses braises. En matière de nouilles, un rien réveille les tisons de la discorde. Pour schématiser: il y a ceux, ici dans le Kanto, qui sont udon et ceux qui sont ramen. Il y a aussi ceux qui sont soba et ceux qui sont yaki-soba, et puis dernièrement aussi ceux qui sont spaghetti. Sa nouille préférée, on la défend, elle est identitaire. On peut se battre pour elle qui nous fait si fort. Premier épisode: udon vs soba.»

Gilles Stassart, cuisinier français installé au Japon, ouvre son blog Kirikomi, pour scruter la culture nipponne par le prisme de la culture culinaire.

LIVRE

Après Charlie, le silence et l'écriture



«Il est bon de se taire, quelquefois. Cet éloge du silence, présenté sur un ton un peu rogue, c'est à moi-même que je l'adresse. J'ai beaucoup hésité avant d'écrire ce livre. Les attentats ont déclenché une logorrhée à laquelle j'ai participé, comme peut-être nous tous. Des heures durant, je suis resté devant l'écran, moi aussi: il en subsiste des traces dans mon ouvrage. J'ai parlé, et j'ai

parlé. Mais cette logorrhée est un antilogos. Elle empêche de penser. En croyant libérer la parole, nous nous plaçons en fait sur le terrain de l'émotionnel où veulent nous enfermer les terroristes.» Dans un petit livre très dense, Tristan Vigliano, spécialiste des représentations de l'islam à la Renaissance, tourne autour de la question des caricatures en partant de la première représentation de Mahomet en Occident en 1162.

Tristan Vigliano, *L'islam e(s)t ma culture. Leçons d'histoire littéraire pour les jours de tourmente*, éditions PUL, 164 pp., 10 €.

La gauche radicale qui vient

Il y a comme un air de famille entre Syriza, Podemos et la France insoumise. Une force qui se cristallise face à une classe politique en rupture avec le consentement de la population.

La France insoumise dans ce pays, Podemos en Espagne, Syriza en Grèce, diverses formations rouges-vertes ailleurs en Europe... Le tableau est encore impressionniste mais on ne peut plus dire qu'il est incohérent. Ces forces, qui ont surgi en quelques années à peine, présentent un «air de famille». Pour le comprendre, il faut recourir à une analyse «historico-conFLICTUELLE» de ces partis, les envisager comme les agents mobilisateurs et médiateurs de groupes sociaux dont ils défendent les intérêts et les valeurs au sein de nos régimes représentatifs.

Il y a quelques années, l'avenir de la gauche de transformation sociale semblait inexistant. En 2001, le sociologue Seymour M. Lipset avait diagnostiqué «l'américanisation» de la gauche européenne (1). Les Etats-Unis, où le socialisme partisan n'avait jamais percé, ne représentaient plus une anomalie dans les démocraties consolidées. On pouvait y voir l'avenir des systèmes de partis à l'europpéenne, appelés à une bipolarisation croissante entre deux blocs de centre droit et de centre gauche, dont l'idéologie et les politiques publiques se distingueraient toujours moins, sinon sur des enjeux culturels plutôt qu'économiques. Les sociaux-démocrates s'étaient intégrés et même normalisés au sein des appareils gouvernementaux, tandis que les communistes avaient suivi des voies nationales, et/ou s'étaient effondrés parallèlement au délitement soviétique.

De fait, un cycle lié au mouvement ouvrier et à ses «internationales» s'est épuisé. Ce n'est pas un hasard si les gauches qui ont percé récemment se sont démarquées de cette histoire. D'autres facteurs de succès ont certes joué: la gravité de la récession et des (contre) réformes mises en œuvre, le dérèglement de l'ordre électoral en place et la facilité d'accès à la compétition politique... Mais

même avec des conditions favorables, les partis dogmatiques (comme le PC grec) ou traditionnels (comme le PC français ou la Gauche unie espagnole) ont stagné (2).

Il fallait des organisations innovantes et flexibles pour se saisir de la fenêtre d'opportunité ouverte par la crise de 2008. En quelques années, la réduction des perspectives de bien-être, une austérité imperméable aux alternances, mais aussi la sensibilité aux dérèglements du système Terre abritant la vie humaine, ont coalisé des groupes sociaux et générationnels dont une fraction seulement a été encadrée au sein du mouvement ouvrier. Ce qui est en jeu n'est plus la loyauté nationale de prolétaires en quête d'une pleine citoyenneté, mais celle de segments remettant en cause la légitimité d'une classe politique accusée d'avoir elle-même échappé à l'échange national entre représentants et représentés. Tournée vers les impératifs de la compétition économique globale, obéissant aux contraintes de structures de pouvoir supranationales impossibles à contester par les urnes, de plus en plus incapable de satisfaire les attentes sociales, cette classe politique se voit reprochée de gouverner «trop en rupture» avec le consentement de la population.

C'est du moins une telle contestation que tentent d'organiser et de canaliser les nouvelles formations de gauche radicale, en orientant diverses expériences vécues vers leur propre agenda, lequel comporte des nuances plus ou moins radicales de rouge (pour les luttes sociales), de vert (pour les combats écologistes) et de violet (pour les revendications féministes, LGBT et antiracistes). Dans ce

cadre, l'intensité des débats sur le populisme se comprend mieux. Le contenu programmatique de ces forces s'inscrit à l'évidence dans l'histoire longue de la gauche et de l'«égaliberté». Pour rendre ce contenu crédible et attractif, il est néanmoins utile de tracer une frontière nette entre ceux qui le portent et la classe politique en place. Par contraste, l'appel au «peuple bafoué» doit être le plus inclusif possible, dans la mesure où il n'existe plus de sujet politique de masse déjà constitué et organisé – ce travail n'en étant qu'à ses débuts.

On reconnaît là des préoccupations très présentes au sein de Podemos et de La France insoumise. Cependant, les réflexions sur un nouveau cycle de la gauche trouvent leur source bien en amont, dans les milieux altermondialistes mais aussi dans le nord de l'Europe. Dès 1995, par exemple, des organisations finlandaises se sont reformées sur le concept de «troisième gauche», promouvant une démocratie radicale et antiproductiviste, susceptible de surmonter les impasses des gauches «libérale» et «prolétarienne» (3). Cette famille politique émergente affronte tout juste les difficultés et contradictions liées à sa progression dans les urnes et les institutions. Pour simplifier, ses options idéologiques et stratégiques peuvent se distribuer entre deux pôles. D'une part un pôle «à la Lefort», du nom de ce philosophe qui voyait dans le peuple un «non-pouvoir», une puissance rappelant sans cesse aux gouvernants qu'il ne faut pas l'opprimer. Dans cette perspective, la gauche radicale se contenterait d'exercer une pression sur les élites traditionnelles, confirmant les interprétations du populisme comme «symptôme» d'un dysfonctionnement démocratique. D'autre part un pôle «à la Castoriadis», du nom de ce philosophe qui pariait sur le pouvoir instituant du peuple et sur ses capacités d'autogouvernement. La gauche radicale chercherait plutôt à transformer l'ordre sociopolitique, le populisme ouvrant alors la voie à un «protagonisme» des citoyens ordinaires. ◀

Par
FABIEN ESCALONA



Docteur en science politique (université Grenoble-Alpes), collaborateur scientifique au Cevipol (ULB).

(1) Seymour M. Lipset, «The Americanization of the European Left», *Journal of Democracy*, 2001.

(2) Luke March et Dan Keith (dir.), *Europe's Radical Left. From Marginality to the Mainstream?*, Rowman & Littlefield, 2016.

(3) Jan Otto Anderson, «Fundamental values for a third left», *New Left Review* 1/216, 1996.